

Perception paysanne des mutations foncières dans le département de Takiéta (Niger)

Peasant perception of land tenure changes in Takiéta Department (Niger)

Ali Salé¹, Moussa Ibrahim¹, Mahamadou Moudi Rachid^{2*}, Zangui Aminou³, Waziri Mato Maman⁴

Faculté de Lettres et Sciences Humaines, Département de géographie, Université André Salifou de Zinder BP:656, Niger¹

École doctorale des Lettres, Arts, Sciences de l'homme et de Société, Université Abdou Moumouni de Niamey BP:10896, Niger²

Institut Universitaire de Technologie, Université André Salifou de Zinder BP:656, Niger³

Faculté de Lettres et Sciences Humaines, Département de géographie, Université Abdou Moumouni de Niamey BP:10896, Niger⁴

(*)Auteur correspondant : Email : moudirachid525@gmail.com

ORCID des auteurs

Moussa Ibrahim <https://orcid.org/0000-0002-0828-0188>, Mahamadou Moudi Rachid <https://orcid.org/0009-0008-3561-536X>, Waziri Mato Maman <https://orcid.org/0009-0009-9536-2226>

Comment citer l'article : Ali Salé, Moussa Ibrahim, Mahamadou Moudi Rachid, Zangui Aminou, Waziri Mato Maman (2025) perception paysanne des mutations foncières dans le Département de Takiéta au Niger. *Revue Écosystèmes et Paysages*, 5(1) :1-12, e-ISSN (Online) : 2790-3230

DOI :
doi: <https://doi.org/10.59384/recopays.tg5107>

Reçu : 30 mars 2025

Accepté : 20 mai 2025

Publié : 30 juin 2025



Copyright: © 2025 by the authors. Submitted for possible open access publication under the terms and conditions of the Creative Commons Attribution (CC BY) license (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>).

Résumé

Cette étude traite de la perception paysanne sur les mutations foncières dans le département de Takiéta au Niger. Elle a pour objectif d'analyser les différentes mutations foncières, les facteurs qui les influencent, leurs impacts socio-économiques et leurs mécanismes de gestion. Ainsi, en plus de la recherche documentaire, trois outils dont un questionnaire, un guide d'entretien et un focus group, ont permis de collecter les données sur le terrain. Celles-ci ont été traitées et analysées à l'aide de méthodes de statistiques descriptives, en utilisant des outils informatiques. Le modèle IMRAD a servi de cadre pour l'analyse des résultats. Ainsi, les résultats révèlent que les principales mutations foncières observées sont constituées de morcellement des terres culturales (80,72%), la disparition de la jachère (68,16%), le changement des modes d'accès à la terre (63,36%) et l'occupation des champs par les concessions (53,36%). Ces mutations ont été influencées par plusieurs facteurs socio-économiques et environnementaux. Il s'agit principalement de l'insuffisance des terres cultivables (69,96%), l'augmentation des besoins en terres agricoles (65,92%), la valeur marchande des terres (41,7%) ainsi que leurs dégradation (39,46%), la dépendance à la pratique agricole (34,53%), le manque des moyens financiers des paysans (34,08%) et les contraintes climatiques (29,6%). Ces mutations ont des impacts socio-économiques dont les plus ressentis sont constitués de la baisse de rendement (73,99%), les faibles revenus agricoles (55,61%), la migration forcée (53,81%), l'insécurité alimentaire (47,09%), la perte des terres (44,39%), les menaces sur la cohésion sociale (32,74%), le changement d'activités (31,84%) et les conflits fonciers (21,97%). Pour faire face à ces mutations et leurs impacts, plusieurs perceptives ont été proposées. Il s'agit de la sécurisation foncières (63,23%), la nécessité d'un cadre juridique et institutionnel (56,95%), la gestion des conflits fonciers (38,57%), la réglementation des transactions foncières (36,77%), la participation des communautés locales (35,87%) et l'accès équitable à la terre (32,29%).

Mots clés: Takiéta, Mutations foncières, Perception paysanne

Abstract

This study deals with farmers' perceptions of land mutations in the Takiéta department of Niger. Its aim is to analyze the various land mutations, the factors influencing them, their socio-economic impacts and their management mechanisms. In addition to documentary research, three tools were used to collect data in the field: a questionnaire, an interview guide and a focus group. The data was then processed and analyzed using descriptive statistics and IT tools. The IMRAD model was used as a framework for analyzing the results. The results show that the main land changes observed were the fragmentation of farmland (80.72%), the disappearance of fallow land (68.16%), changes in modes of access to land (63.36%) and the occupation of fields by concessions (53.36%). These changes were influenced by a number of socio-economic and environmental factors. These are mainly the scarcity of arable land (69.96%), the increasing need for farmland (65.92%), the market value of land (41.7%) and land degradation (39.46%), dependence on farming (34.53%), farmers' lack of financial resources (34.08%) and climatic constraints (29.6%). These changes have been influenced by a number of socio-economic and environmental factors. These include insufficient arable land (69.96%), increasing demand for farmland (65.92%), the market value of land (41.7%) and land degradation (39.46%), dependence on farming practices (34.53%), farmers' lack of financial resources (34.08%) and climatic constraints (29.6%). These changes have socio-economic impacts, the most keenly felt of which are lower yields (73.99%), low farm incomes (55.61%), forced migration (53.81%), food insecurity (47.09%), loss of land (44.39%), threats to social cohesion (32.74%), change of activities (31.84%) and land conflicts (21.97%). To cope with these changes and their impacts, several approaches were proposed. This included securing land tenure (63.23%), the need for a legal and institutional framework (56.95%), management of land conflicts (38.57%), re-regulation of land transactions (36.77%), participation of local communities (35.87%) and equitable access to land (32.29%).

Keywords: Takiéta, Land Transfers, Peasant Perception

1. Introduction

Les questions liées à la terre et à l'accès aux ressources naturelles revêt une importance capitale dans les sociétés sahéniennes et ouest-africaines, à dominance agro-sylvo-pastorale (Touré, 2003). Au-delà de sa valeur économique, la terre reste un repère social et culturel pour les hommes et les femmes vivant dans ces sociétés. Toutefois, les pays du Sahel, la raréfaction des terres, due à la pression démographique humaine et animale ainsi qu'aux sécheresses successives à partir de la fin des années 60, a fait de la question foncière un enjeu majeur de développement dans la sous-région. (Touré, 2003 ; Lavigne Delville et *al.*, 2005 ; Aurore et Cécile, 2014). Depuis une vingtaine d'années, les départements de la bande sud du Niger connaissent une profonde transformation de la distribution des responsabilités intra-ménage. Cette mutation a commencé avec les déséquilibres écologiques causés par la sécheresse de 1984. Les autres sécheresses qui ont suivi, moins sévères, ont favorisé l'installation et accentué ce processus de mutation sociale. En effet, l'accroissement démographique a lui aussi créé un déséquilibre dans l'accès, le partage des ressources naturelles et les modes de gestion du foncier (Marthe et Marie, 2004 ; Kombate et *al.*, 2022 ; Lassina et *al.*, 2023 ; Boukari Mahamane et *al.*, 2024). La raréfaction progressive des terres se traduit par un raccourcissement de la durée des jachères et la fin de l'itinérance des cultures (Philippe, 2006). Ainsi, en dépit de la diversité de ses modes, l'accès à la terre est aujourd'hui difficile et, la tension pour l'accès et le contrôle du foncier est perceptible (Maman et *al.*, 2022). En effet, le département de Takiéta, situé dans la région de Zinder n'est pas épargné de cette problématique en raison de sa forte démographique et de ses activités agro-pastorales. Dans ce contexte de raréfaction des terres de cultures, de fortes pressions sur le potentiel productif

(terre, eau et environnement) et de conflits de plus en plus fréquents et violents (Souley et al., 2020), la réalisation d'étude de cas s'avère nécessaire. C'est dans cette optique que s'inscrit la présente étude portant sur la perception paysanne des mutations foncières dans le département de Takiéta au Niger. Il s'agit d'une contribution à la connaissance du fonctionnement du système foncier à travers les différentes mutations qu'il a connues. Pour ce faire, il est important à ce niveau d'apporter des réponses aux interrogations suivantes : Quelles sont les différentes mutations foncières observées dans ce département ? Quels sont les facteurs qui influencent ces mutations ? Quels sont les impacts socio-économiques de ces mutations ? Quelles sont les perspectives qui pourraient atténuer ces mutations et leurs impacts dans cette zone ?

2. Matériel et Méthode

2.1 Description du milieu d'étude

Ce travail de recherche est conduit dans le Département de Takiéta. Ce dernier est situé dans la Région de Zinder entre 13°30' de latitude Nord et 9°10' de longitude Est (Figure 1). Il est subdivisé en trois communes notamment les Communes Rurales de Garagoumsa, Tirmini et Dakoussa.

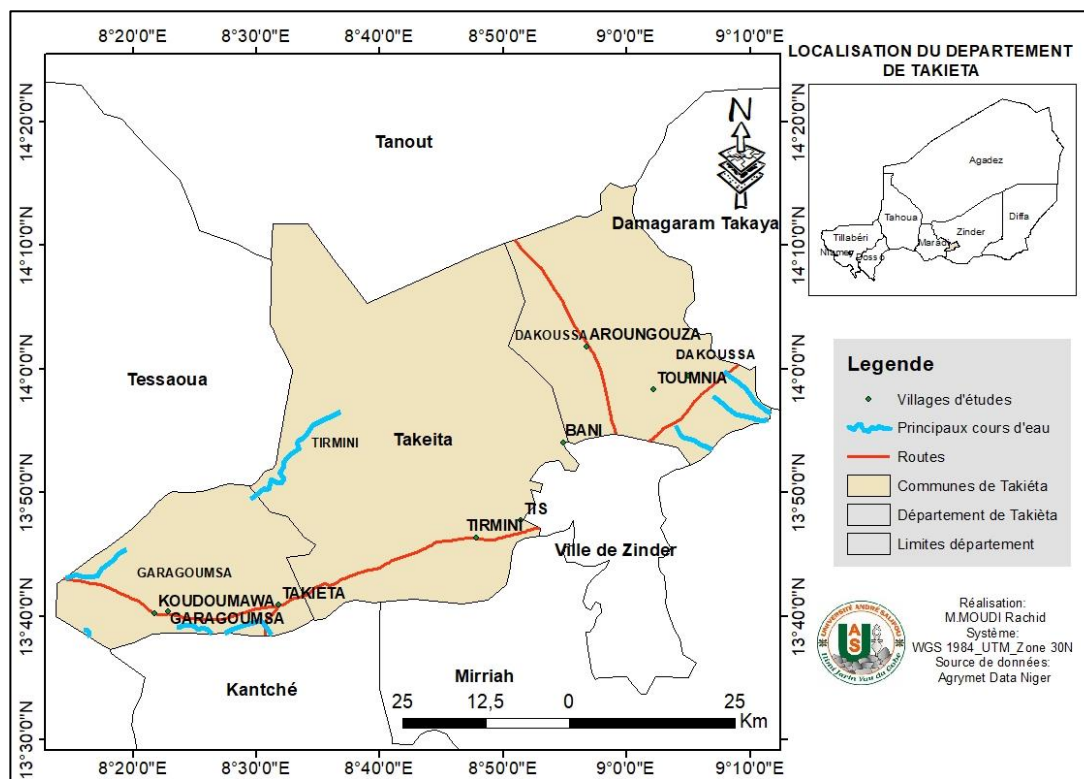


Figure 1 : Carte de localisation de la zone d'étude

Cette zone agropastorale est caractérisée par un climat sahélo-soudanien compris entre les isohyètes 400-500 mm, avec une forte variabilité dans le temps et dans l'espace. Il est caractérisé par deux principales saisons dont une saison de pluies qui dure environ 4 à 5 mois (Mai-Septembre), une saison sèche qui dure en moyenne 7 à 8 mois (octobre-avril) avec surtout de vents chauds et secs (Harmattan) soufflant d'Est en Ouest (Octobre à Février) et de la mousson soufflant d'Ouest en Est de Mars à Mai (Ibrahim Moussa et al., 2024). La population du département était 246 818 habitants en 2012 (Recensement Général de la Population et

de l'Habitat de 2012), soit une densité moyenne de 125 habitants au Km². En effet, cette population qui croît entre 3,8% à Dakoussa et 4,7% à Gragoumssa, est composée des Haoussas (Daouraoua, Kanawa, Katsinaoua), des Peulhs, des Touaregs, des Béribéri, des Toubous et une minorité des Zermas (PDC Dakoussa, 2022 et PDC Gragoumssa, 2021). L'agriculture et l'élevage constituent les principales activités économiques des populations.

2.2. Collecte des données

Pour réaliser cette étude, les données mobilisées sont issues des consultations des sources écrites et des enquêtes de terrain. Pour les sources écrites, les documents disponibles relatifs aux recherches ayant porté sur la thématique et la zone d'étude ont été mobilisés. Ils sont constitués de documents généraux et spécifiques, des thèses, des articles scientifiques, des mémoires, ainsi que des rapports des Services Techniques, des Projets et ONG. L'exploitation de ces documents a permis de contextualiser le sujet, présenter les caractéristiques de la zone d'étude et de discuter les résultats. Quant à l'enquête de terrain, neuf villages sont concernés notamment Koundoumawa, Gragoumassa, Takiéta, Tirmini, Tiss, Bani, Toumnia, Bakinaram et Aroungouza. Le choix de ces villages a été guidé par le poids démographiques mais aussi l'engouement des acteurs ruraux autour du foncier à travers la pratique des activités agro-sylvo-pastorales. Les opérations de collecte des données ont été effectuées sous les méthodes quantitative et qualitative. Pour l'enquête quantitative, un questionnaire a été administré à un total de 240 chefs de ménages choisis de manière aléatoire. Quant à l'enquête qualitative, 12 entretiens semi-directifs et trois focus group ont été réalisés. Les entretiens ont concerné les neuf (09) chefs de village, trois membres des Collectivités Territoriales et la Commission Foncière Départementale de Takiéta. Quant aux focus-group, une séance a été réalisée dans les chefs-lieux des Communes.

2.3. Analyse des données

Les données collectées issues du questionnaire ont été extraites de la plate-forme Kobotoolbox et analysées à l'aide du logiciel Excel (2016). Quant aux données issues des entretiens, le logiciel F4 a servi de cadre pour la transcription des enregistrements. La présentation de l'étude a été faite sous le modèle IMRAD (Introduction-Méthodologie-Résultats-Analyse-Discussion).

3. Résultats

3.1. Formes de mutations foncières observées dans le Département de Takiéta

Dans le cadre de la présente étude, les mutations foncières désignent les changements dans l'appropriation, l'exploitation, la gestion et la propriété des terres, influencées par divers facteurs économiques, sociaux, démographiques et environnementaux. La Figure 2 présente les différentes formes de mutations foncières que le département de Takiéta a connues ces dernières années.

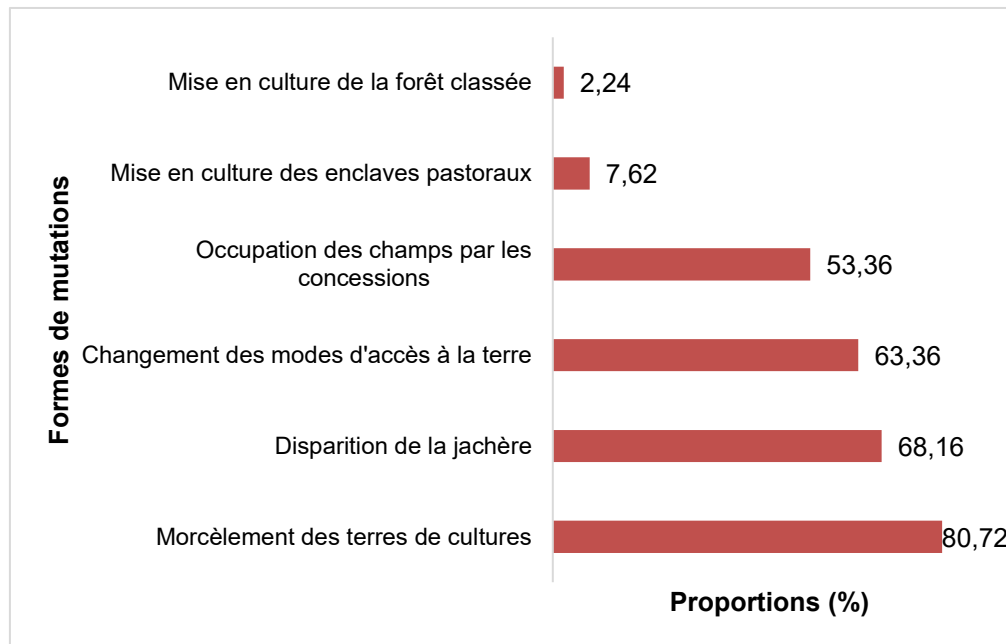


Figure 2 : Formes de mutations foncières observées

L'analyse de la Figure 2 ressort que le morcellement des terres de cultures constitue la plus importante mutation foncière qu'a connue le département de Takiéta, avec 80,72%. En effet, le morcellement des terres cultivables dans la zone d'étude est exacerbé par le croît démographique, entraîne la subdivision continue des parcelles des terres agricoles entre plusieurs héritiers. Ce qui fait que les parcelles deviennent de plus en plus petites, insuffisantes pour soutenir les besoins économiques des familles. Ensuite 68,16% ont noté l'inexistence de la jachère dans la zone d'étude comme une autre forme de mutation foncière. La jachère est une pratique agricole où la terre est laissée au repos après plusieurs années d'exploitation, permettant ainsi au sol de régénérer sa fertilité. Mais, malgré son utilité, les terres sont désormais exploitées en continu. Ce qui a entraîné une baisse de la fertilité des sols, l'érosion et par conséquent la diminution des rendements agricoles.

D'autres enquêtés ont évoqué que les changements ont été observés dans les modes d'acquisition des terres. Dans les années antérieures (avant les années 2000), l'accès à la terre dans cette zone était principalement régulé par des systèmes religieux et communautaires, où les chefs traditionnels, les leaders religieux et les autorités locales, géraient les terres selon des règles socioculturelles et religieuses. Mais ces dernières années, sont apparues des réformes foncières modernes ayant tendance à la privatisation des terres et à la disparition des modes tels que le don et le prêt. En plus de cela, 53,36% des ménages interrogés ont souligné que l'expansion des villages et des villes a entraîné l'occupation des terres agricoles dans la zone d'étude. En effet, les terres cultivées, particulièrement en périphérie des villages et des villes, sont transformées en zones résidentielles. Ce qui réduit la disponibilité des terres pour l'agriculture et les petits producteurs sont les plus affectés, car dépossédés de leurs terres par des lotissements ou des investisseurs privés. Enfin, 7,62% et 2,24% considèrent respectivement, la mise en culture des enclaves pastorales et des forêts classées, comme d'autres formes de mutations foncières.

Il ressort ainsi des données, une accélération de la conversion des zones pastorales en terres agricoles. Cette conversion accentue les conflits entre agriculteurs et éleveurs, surtout dans les zones de contact. Aussi, malgré leur importance écologique, leur statut protégé et leur rôle dans la protection des sols, la préservation de la biodiversité et leur statut protégé, face à l'accroissement des besoins agricoles, les terres forestières sont de plus en plus défrichées au profit de l'agriculture. Ce qui a pour effet la réduction

de la couverture forestière, accélérant la perte de la biodiversité et la perturbation des services écosystémiques, tels que la régulation des précipitations et la préservation des ressources en eau.

3.2. Facteurs des mutations foncières dans le département de Takièta

Dans la zone d'étude, les mutations foncières (constituées par des changements dans l'usage, la gestion et la propriété des terres) sont influencées par plusieurs facteurs (Figure 3).

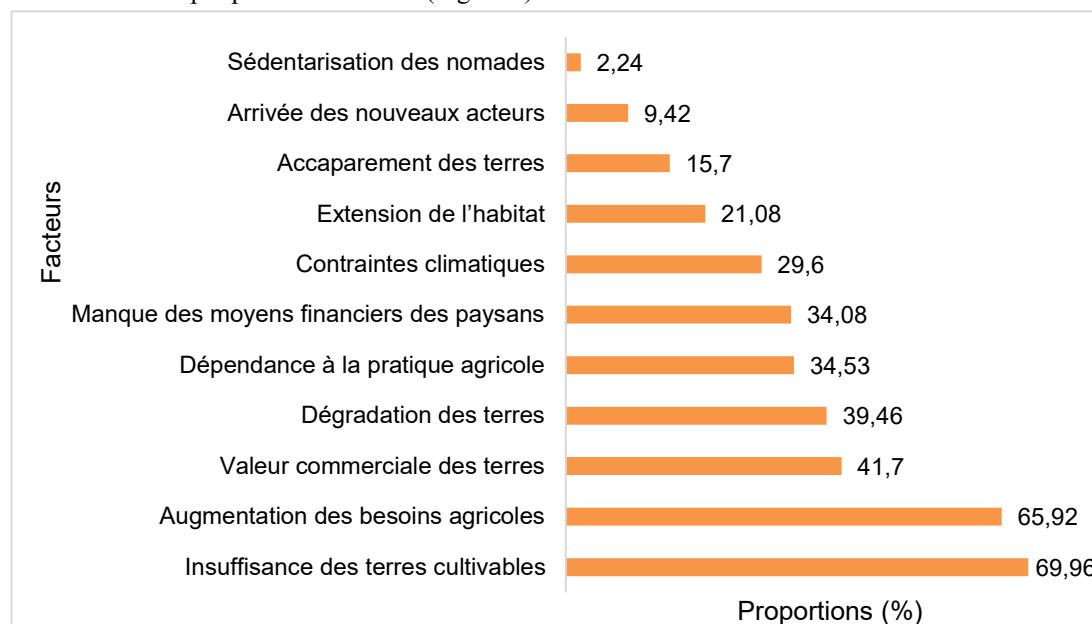


Figure 3 : Facteurs des mutations foncières

Les résultats présentés dans la Figure ci-dessus montrent que l'insuffisance des terres cultivables et l'augmentation des besoins agricoles constituent les principaux facteurs qui influencent les mutations foncières dans le département selon respectivement 69,96% et 65,92% des enquêtés. En effet, avec la croissance démographique, la demande en ressources foncières dépasse de loin leur disponibilité. Dans ce contexte, l'insuffisance des terres cultivables oblige les communautés à pratiquer une agriculture de plus en plus intensive. En outre, l'accroissement de la population a entraîné une hausse des besoins alimentaires, nécessitant l'expansion des terres cultivées. Ce qui a conduit à la mise en culture des terres marginales et à la réduction de la durée de la jachère. Ensuite, 41,7% et 39,46% ont souligné que les mutations foncières dans la zone d'étude sont respectivement influencées par la valeur commerciale des terres et leur dégradation. Ainsi, l'augmentation de la demande pour les terres a fait de celles-ci un bien économique précieux. D'où la montée des spéculations foncières, avec des prix de plus en plus élevés, rendant difficile l'accès pour les petits producteurs. Aussi, la surexploitation des terres, combinée à l'abandon de la jachère et aux événements climatiques extrêmes, ont conduit à la dégradation des sols dans ce département. Cette dégradation limite la productivité des terres et rend l'agriculture de subsistance de plus en plus incertaine, entraînant une insécurité alimentaire accrue.

En outre, la dépendance des populations à l'agriculture et le manque des moyens financiers ont accentué les mutations qu'a connues la zone de Takièta selon respectivement 34,53% et 34,08% des ménages enquêtés. A l'instar de toute la bande Sud de la Région de Zinder, dans le Département de Takièta, les populations étant en grande partie rurales, dépendent surtout de l'agriculture pour leur subsistance. Cette dépendance a accentué la pression sur les terres cultivables. Il faut aussi noter que la majeure partie des agriculteurs manquent de ressources financières nécessaires pour investir dans des techniques agricoles durables ou

modernes. Ce qui les rend plus vulnérables face aux pressions économiques et écologiques. Ce qui aussi, les rend plus susceptibles de vendre leurs terres à de nouveaux acteurs. 29,6% des ménages enquêtés perçoivent que les mutations foncières existantes dans le Département de Takièta sont influencées par les contraintes climatiques traduites par des successions de sécheresses, d'inondations et de vents violents. Ces conditions climatiques défavorables ont aggravé la dégradation des terres et rendu la production agricole encore plus déficitaire.

Aussi, l'extension de l'habitat humain et l'accaparement des terres, constituent d'autres facteurs influençant les mutations foncières dans cette zone selon respectivement 21,08% et 15,7% des enquêtés. L'urbanisation progressive dans certaines localités empiète sur les terres agricoles. En effet, cette extension de l'habitat a entraîné une réduction des terres disponibles pour la production agricole. Quant à l'accaparement des terres, il a aussi réduit la disponibilité des terres pour les populations locales et a accentué les inégalités entre les couches sociales. Ce phénomène est souvent encouragé par l'augmentation de la valeur commerciale des terres. Enfin, parmi les facteurs influençant les mutations foncières, il a été noté par respectivement 9,42% et 2,24% l'arrivée de nouveaux acteurs et la sédentarisation des certaines populations nomades. Dans cette zone, la valorisation des terres a fait entrer de nouveaux acteurs influents, notamment les politiciens, les fonctionnaires, les grands investisseurs, les promoteurs immobiliers et les commerçants dans l'arène foncière. Ces acteurs ayant à leur disposition de gros moyens financiers, accaparent les terres pour des usages commerciaux ou résidentiels. Cela a contribué à la modification des conditions d'accès à la terre, l'accentuation de la privatisation et la marginalisation des producteurs locaux. Aussi, les crises écologiques ont contraint les éleveurs nomades à se sédentariser. Cette sédentarisation a réduit leur mobilité et leur accès aux zones de pâturage. Cela a également transformé les modes de vie des communautés pastorales et a intensifié l'utilisation des terres dans le département.

3.3. Impacts socio-économiques des mutations foncières dans le département de Takièta

Les mutations foncières exercent des impacts socio-économiques majeurs affectant la vie des populations, transformant leur mode de subsistance, de propriété foncière et des rapports sociaux. La figure 4 présente les impacts socio-économiques des mutations foncières dans le département de Takièta.

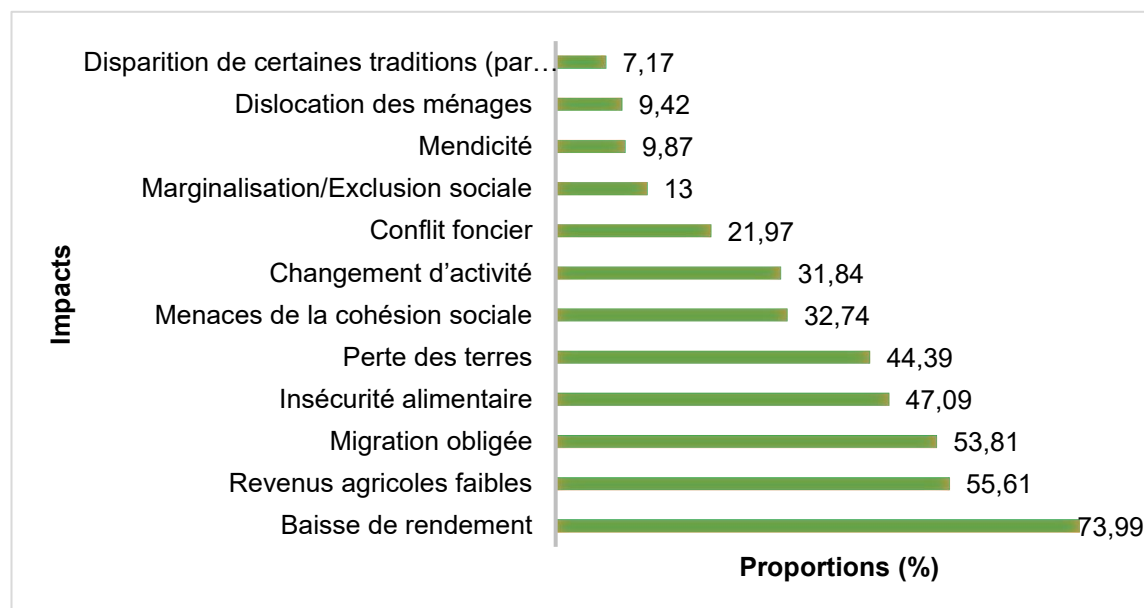


Figure 4 : Impacts socio-économiques des mutations foncières

L'analyse des résultats de la Figure 4 montre que les principaux impacts des mutations foncières sont traduits par la baisse du rendement agricole (73,99%) et le faible revenu agricole (55,99%). Cette baisse de rendement est liée à l'intensification de l'agriculture sur des petites superficies sans rotation des cultures, ni jachère. Dans ce contexte, la production agricole est devenue moins productive, ce qui a affecté directement la capacité des agriculteurs à produire suffisamment pour répondre aux besoins alimentaires. En effet, avec la baisse du rendement agricole, les revenus des agriculteurs diminuent de plus en plus. Cette réduction des revenus agricoles ne permet pas aux paysans d'adopter les pratiques agricoles modernes (fertilisants, semences améliorées, systèmes d'irrigation) et d'accéder aux marchés formels. Ce qui fait que les petits agriculteurs ne parviennent pas à générer des revenus suffisants pour subvenir à leurs besoins. De plus, la concurrence accrue pour les ressources foncières moins productives et l'accaparement des terres, privent les producteurs des revenus élevés, aggravant leur précarité financière.

Ensuite, viennent la migration obligée (53,61%) et l'insécurité alimentaire (47,09%), comme impacts des mutations foncières dans la zone. La conjugaison de la baisse du rendement agricole avec la perte des terres (évoqué par 44,39%) a réduit la production alimentaire locale. L'accaparement des terres par des nantis et la pression démographique, ont entraîné la perte des terres par de nombreux ménages. Ce qui a provoqué une insécurité alimentaire chronique dans la zone d'étude. Ainsi, de nombreux ménages ne parviennent plus à produire assez pour se nourrir. Ce qui fait que les producteurs doivent acheter de la nourriture sur des marchés avec le plus souvent des prix élevés, accentuant ainsi leur précarité. Cette insécurité alimentaire en conjugaison avec le manque ou l'insuffisance des terres, a forcé les membres de nombreuses familles à migrer. Cette migration peut être interne (vers des zones urbaines des Régions de Maradi, Zinder, Agadez et Niamey), ou externe (vers d'autres pays tels que la Libye, l'Algérie, le Nigéria et le Bénin). Ils quittent ainsi leurs villages respectifs à la recherche des opportunités économiques ailleurs.

32,74% et 31,84% des paysans ont respectivement souligné que les mutations foncières ont généré des menaces sur la cohésion sociale et le changement d'activités. En effet, la compétition accrue pour l'accès aux terres crée des tensions au sein des populations. Celles-ci détruisent de plus en plus la cohésion sociale, exacerbant les divisions entre les familles, les communautés et les nouveaux acteurs dans la gestion des terres pouvant dégénérer en des conflits, selon 21,97%. Ces conflits opposent les producteurs agricoles et les éleveurs transhumants, les petits exploitants et les gros investisseurs. Ces conflits fonciers sont souvent exacerbés par le manque de vulgarisation des titres fonciers ou des systèmes de gestion foncière inefficaces. En effet, les ménages sans accès aux ressources financières ou à des titres fonciers se retrouvent marginalisés dans le système de gestion foncière selon 13% des enquêtés. D'autres enquêtés (9,87%) soulignent que des membres, en particulier les femmes et les enfants des ménages sans terres, se retrouvent dans la mendicité.

En outre, les mutations foncières ont engendré la dislocation des ménages selon 9,42% à travers la migration des jeunes, souvent des hommes. Ce qui a affaibli l'unité familiale et laissé les femmes, les enfants et les personnes âgées. Enfin, les mutations foncières ont aussi engendré la disparition des systèmes de gestion des terres basés sur des traditions communautaires comme le *Gandu* ou champ familial, dans le département.

3.4. Perspectives proposées face aux mutations foncières dans le département de Takièta

Plusieurs perspectives sont proposées, pouvant ainsi contribuer de manière significative à la résilience des communautés face aux mutations foncières qui ont affecté la gestion durable des ressources foncières dans le département de Takièta (Figure 5).

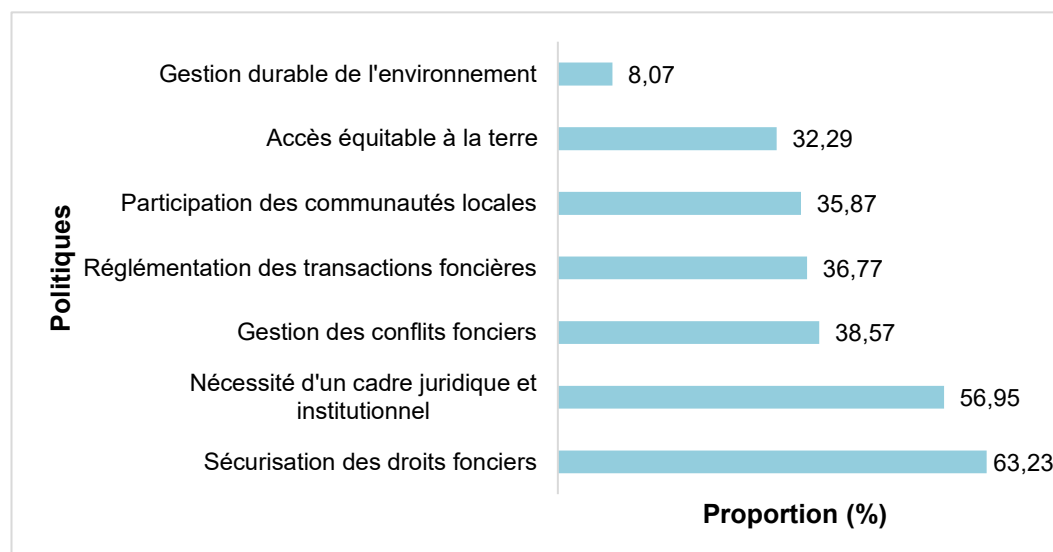


Figure 5 : Stratégies de gestion équitable et durable des mutations foncières

Selon 63,23% des ménages enquêtés, la sécurisation des droits fonciers est essentielle contre l'accaparement des terres et les conflits liés à l'accès à la terre. Le renforcement des droits fonciers à travers des titres fonciers ou des mécanismes de reconnaissance traditionnels, peuvent améliorer les pratiques agricoles et environnementales durables. Cela réduit aux paysans la crainte de perdre leurs terres. 56,95% ont souligné la mise en place ou la vulgarisation d'un cadre juridique et institutionnel participatif, intégrant des réalités locales, y compris les pratiques coutumières. 38,57% ont évoqué que la mise en place de mécanismes de médiation et de règlement des conflits impliquant les autorités locales, les leaders religieux est essentielle pour éviter les tensions sociales.

En outre, la réglementation des transactions foncières est perçue comme un outil essentiel pour prévenir les ventes illégales ou non transparentes des terres, qui sont souvent sources des conflits et de fragilisation des droits des communautés locales selon 36,77% des enquêtés. En effet, la mise en place des règles inclusives pour les transactions, y compris l'enregistrement obligatoire et l'approbation des autorités locales, pourrait assurer une meilleure traçabilité des terres. Cela atténue aussi l'appropriation illégale des terres par des gros investisseurs ou des élites locales afin de protéger les petits exploitants. Aussi, l'implication des populations locales dans les modes de gestion foncière incluant la reconnaissance des systèmes coutumiers de gestion des terres (réforme, transaction), et la formation des communautés, sont fondamentales pour une meilleure défense de leurs droits. Cela renforce aussi le sentiment d'appartenance et favorise des pratiques de gestion durable dans la zone d'étude.

Selon 32,29% des enquêtés, l'accès équitable à la terre est essentiel pour prévenir les inégalités socio-économiques. Dans le contexte du Département de Takiéta, cela doit impliquer des réformes pouvant garantir l'accès à la terre pour les groupes marginalisés tels que les femmes et les jeunes, ainsi que la redistribution des terres en cas de concentration excessive. Enfin, la gestion durable de l'environnement (8,07%) est un facteur clé pour la résilience des populations de la zone d'étude, surtout face aux multiples défis du changement climatique combinés avec la pression démographique sur les terres. En effet, cette gestion doit intégrer des pratiques de gestion des sols, des forêts et des ressources en eau dans les politiques foncières telles que des techniques comme l'agroforesterie, la gestion des pâturages et la protection des zones humides.

4. Discussion

4.1 Formes de mutations foncières observées dans zone d'étude

Les résultats de l'étude ont révélé que les principales mutations foncières observées dans le département de Takiéta au Niger sont constituées de morcellement des terres culturales, la disparition de la jachère, le changement des modes d'accès à la terre, l'occupation des champs par les concessions, ainsi que la mise en culture des enclaves pastorales et des forêts classées. Ces résultats complètent ceux de RECA (2016) qui ont montré qu'on observe en outre, que certaines de ces terres sont vendues par la chefferie Traditionnelle, aussi bien les terres de culture que les terres pastorales. Ainsi, les populations rurales perdent l'usage des terres agricoles ou de terres non cultivées qui leur donnait l'accès à de nombreuses ressources (pâturage, bois, produit de cueillette), complémentaires de l'activité agricole. Aussi, Philippe (2006) a expliqué que sous l'effet des différents facteurs (notamment la croissance démographique, l'ouverture au marché et les changements de politique agricole), on a assisté au cours des dernières décennies, à des rapides transformations des modes d'exploitation agricole et plus généralement des systèmes agraires (Fousseni et al. 2011). Ces transformations sont traduites principalement par le passage des systèmes de culture itinérante à base de jachères longues, à des systèmes de culture fixe (sans jachère) sont accompagnées d'un changement progressif des règles d'utilisation et de gestion du foncier.

4.2. Facteurs des mutations foncières dans le département de Takiéta

Les mutations foncières ont été influencées par plusieurs facteurs socio-économiques et environnementaux. Il s'agit de l'insuffisance des terres de culture, l'augmentation des besoins agricoles, la valeur commerciale des terres, la dégradation des terres, la dépendance à l'agriculture, le manque de moyens financiers, les contraintes climatiques, l'extension de l'habitat, l'accaparement des terres, l'arrivée des nouveaux acteurs et la sédentarisation des nomades. Ceci confirme l'étude de Valérie (2013) qui a souligné qu'avec la triple crise alimentaire, financière et énergétique, les terres agricoles sont l'objet d'une convoitise inégalée de la part des gouvernements, des entreprises et du secteur financier.

4.3. Impacts socio-économiques des mutations foncières dans le milieu d'étude

Ainsi, ces mutations présentent des impacts socio-économiques tels que la baisse du rendement agricole, les revenus faibles agricoles, la migration obligée, l'insécurité alimentaire, la perte des terres, les menaces sur la cohésion sociale, le changement d'activités, le conflit foncier, la marginalisation ou l'exclusion sociale, la mendicité, la dislocation des ménages et la disparition de certaines traditions. Ces résultats complètent et confirment les prévisions de RECA (2016) selon lesquelles le mode d'accès au foncier par prêt sur les terres familiales devrait être de plus en plus compliqué dans les années à venir. En effet, la pression foncière due à la croissance démographique fait qu'il est de plus en plus difficile de disposer d'un espace suffisant pour concéder un champ aux femmes et aux jeunes. Dans ce contexte, Grain de Sel (2011) a souligné que la pression foncière qui s'accroît notamment en Afrique, par des mouvements d'appropriation massive des terres à la faveur d'acteurs économiques nationaux et internationaux, est au détriment des droits des producteurs ruraux (Fousseni et al. 2023).

4.4. Perspectives proposées face aux mutations foncières dans le secteur d'étude

Pour faire face à ces mutations et à leurs impacts, plusieurs perspectives ont été proposées. Il s'agit principalement de la sécurisation foncière, la nécessité d'un cadre juridique et institutionnel, la gestion des conflits fonciers, la réglementation des transactions foncières, la participation des communautés locales, l'accès équitable à la terre et la gestion durable de l'environnement. Ces résultats complètent ceux de GTZ (1997) qui a démontré qu'un droit foncier fonctionnel est essentiel pour l'efficacité de la production agricole, pour l'utilisation diversifiée du sol en milieu rural et il sert de contrepoids aux effets négatifs du changement sectoriel et de l'urbanisation. Mais, l'analyse de Grain de Sel (2011) a ressorti que les réformes foncières initiées à la fin des années 1990 dans de nombreux pays d'Afrique y compris le Niger à travers le Code Rural, ont permis de réelles avancées dans

le sens d'une plus grande reconnaissance et prise en compte des droits fonciers des populations locales. Mais, dans un contexte de croit de la population, où les terres fertiles restent limitées en surface voire se dégradent, et où la demande extérieure de terres s'amplifie, les processus en cours sont encore fragiles.

5. Conclusion

Cette étude a permis d'analyser les différentes mutations foncières, les facteurs qui les influencent, leurs impacts socio-économiques et les mécanismes de gestion des mutations foncières dans le département de Takièta au Niger. En effet, les principales mutations foncières observées sont constituées de morcellements des terres culturales, la disparition de la jachère, le changement des modes d'accès à la terre, l'occupation des champs par les concessions, ainsi que la mise en culture des espaces pastoraux et des forêts classées. Ces mutations foncières ont été influencées par plusieurs facteurs socio-économiques et environnementaux. Il s'agit de l'insuffisance des terres cultivables, l'augmentation des besoins agricoles, la valeur commerciale des terres, la dégradation des terres, la dépendance à la pratique agricole, le manque des moyens financiers des paysans, les contraintes climatiques, l'extension de l'habitat, l'accaparement des terres, l'arrivée des nouveaux acteurs et la sédentarisation des nomades. Ainsi, ces mutations ont des impacts socio-économiques tels que la baisse de rendement, les faibles revenus agricoles, la migration obligée, l'insécurité alimentaire, la perte des terres, les menaces de la cohésion sociale, le changement d'activité, les conflits fonciers, la marginalisation ou l'exclusion sociale, la mendicité, la dislocation des ménages et la disparition de certaines traditions. Pour faire face à ces mutations et leurs impacts, plusieurs perceptives ont été proposées. Il s'agit de la sécurisation foncière, la nécessité d'un cadre juridique et institutionnel, la gestion des conflits fonciers, la réglementation des transactions foncières, la participation des communautés locales, l'accès équitable à la terre et la gestion durable de l'environnement.

Remerciement

Les auteurs remercient les populations du département de Takièta pour avoir facilité la présente étude.

Contribution des auteurs

Rôle du contributeur	Noms des auteurs
Conceptualisation	Ali Salé, Moussa Ibrahim
Gestion des données	Mahamadou Moudi Rachid, Ali Salé, Moussa Ibrahim
Analyse formelle	Mahamadou Moudi Rachid, Ali Salé, Zangui Aminou
Enquête et investigation	Mahamadou Moudi Rachid
Méthodologie	Ali Salé, Moussa Ibrahim, Mahamadou Moudi Rachid
Supervision Validation	Waziri Mato Maman
Écriture – Préparation	Mahamadou Moudi Rachid
Écriture – Révision	Mahamadou Moudi Rachid, Ali Salé

Références

- Aurore Mansion et Cécile Broutin (2014) Quelles politiques foncières en Afrique subsaharienne ? Défis, acteurs et initiatives contemporaines. *Revue Grain de sel*, 57, pp 159-180.
- Boukari Mahamane Abdoul-Malik, Mahamadou Moudi Rachid, Kouhounde S. H. Serge, Doamba Marie Flore Sabine, Souley Kabirou, Bodé Sambo (2024). Facteurs d'adoption des pratiques de restauration des terres dans la commune rurale de Galma au Niger. *Revue Ecosystèmes et Paysages*, 2024, 4 (2) : 1-11. ISSN Online : 2790-3230 Doi: <https://doi.org/10.59384/recopays.tg4201>
- Grain de sel (2011). Le foncier au cœur de l'économie agricole : Le renouvellement des politiques foncières en Afrique. La revue d'Inter-réseaux Développement rural, n° 57. 44p.

- Fousseni, F., Bilouktime, B., Mustapha, T., Kamara, M., Wouyo, A., Aboudoumisamilou, I., ... & Koffi, A. (2023). Land Use Change and the Structural Diversity of Affem Boussou Community Forest in the Tchamba 1 Commune (Tchamba Prefecture, Togo). *Conservation*, 3(3), 346-362.
- Fousseni, F., Guoa, H. H., Haia, Z. X., Seburanga, J. L., Mande, S. A. S., & Koffi, A. (2011). Urban area vegetation changing assessment over the last 20 years based on NDVI. *Energy Procedia*, 11(9), 2449-2454.
- Ibrahim Moussa Saidou, Abdou Bagna Amadou, Theodore Tchekpo Adjakpa, Mahamadou Moudi Rachid, Paraizo Cecil Zeinabou, Souley Kabirou (2024). Climate Change And Biomass Evolution In The Classified Forest Of Takiéta (Zinder Region In Niger. *IOSR Journal of Environnement Science, Taxicology and Food Technology (IOSR-JESTFT)*, N°1, Vol 18., pp 67-75. www.iosrjournals.org
- Kombate Bimare, Dourma Marra1, Folega Fousséni, Atakpama Wouyo, Wala Kpèrkouma, Batawila Komlan, Akpagana Koffi (2022). Modélisation spatiale multifactorielle de la vulnérabilité des unités d'occupation du sol face au changement climatique dans la Région Centrale au Togo. *Rev Écosystèmes et Paysages (Togo)*, 2022, No 02, vol 02, 34-52, e-ISSN (Online) : 2790-3230 doi: <https://doi.org/10.59384/recopays.tg2203>
- Lassina Sanou, Koala Jonas, Ouédraogo Souleymane, Ouattara Brama (2023). Est-ce que le régime foncier affecte la phytodiversité et la structure des peuplements des parcs agroforestiers en zone soudanienne du Burkina Faso, Afrique de l'Ouest ? *Rev Écosystèmes et Paysages (Togo)*, 03(1) : 111–119, e-ISSN (Online) : 2790-3230 doi: <https://doi.org/10.59384/recopays2023-3-1>
- Lavigne Delville Philippe et Peter Hochet (2005). Construire une gestion négociée et durable des ressources naturelles renouvelables en Afrique de l'ouest. Rapport final. Paris, France, 182p.
- Mahamadou Moudi Rachid, Oumarou Abdou Djamilou, Abdou Bagna Amadou, Souley Kabirou (2024) Contraintes stratégies de protection du l'Hyphaene thebaica (Palmier Doum) dans la Commune Rurale de Gazaoua au Niger. *Revue Écosystèmes et Paysages*, 4(2) : 1-10, e-ISSN (Online) : 2790-3230 Doi: <https://doi.org/10.59384/recopays.tg4221>
- Mairie de la Commune Rurale de Dakoussa, (2022-2026). Plan du Développement Communal. Version finale. Document administratif, 118 p.
- Mairie de la Commune Rurale de Garagoumsa, (2021-2025). Plan du Développement Communal. Version finale. Document administratif, 192 p.
- Mairie de la Commune Rurale de Tirmini, (2022-2026). Plan du Développement Communal. Version finale. Document administratif, 111 p.
- Maman Issoufou, Bahari Ibrahim Mahamadou, Ouoba Pounyala Awa (2022). Dynamique d'usages des sols et contraintes d'accès au foncier dans la périphérie du parc du W. *Rev Écosystèmes et Paysages (Togo)*, No 01, vol 02, 75-82 doi: <https://doi.org/10.59384/recopays.tg2116>
- Marthe Doka et Marie Monimart (2004). Pression foncière et nouvelles normes d'accès à la terre : vers une déféminisation de l'agriculture au sud Niger ? *International Institute for Environment and Development*, London. ISSN 1357 9312, 19p.
- Philippe Jouve (2006). Le jeu croisé des dynamiques agraires et foncières en Afrique subsaharienne. Colloque international "Les frontières de la question foncière, 14p.
- Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA) (2016). L'accès des femmes et des jeunes au foncier. Note de débat. 6p.
- Sitou Lawali, Marc Mormont et Yamba Boubacar (2014). Gouvernance et stratégies locales de sécurisation foncière : étude de cas de la commune rurale de Tchadoua au Niger, *Vertigo - Revue électronique en sciences de l'environnement*. Vol 14, <https://journals.openedition.org/vertigo/14723>

- Souley Kabirou, Ali Salé et Abdoul Razak Maman Boukar (2020). Gestion foncière dans la Commune Rurale de Moa au Niger. Pp 369-387.
- Toure Mahamane Dédéou (2003). La problématique de la sécurisation foncière au sahel et en Afrique de l'ouest : neuf ans après praia. Document de synthèse. Comité Permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Sécheresse dans le Sahel. 48p.
- Valérie Potvin (2013). L'accaparement des terres et ses impacts sur la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Mémoire de Master, Université d'Ottawa, 120p.